

Samy Dorlian*

*Les partisans d'al-Hûthi au Yémen: de plutôt opprimés
à plutôt oppresseurs***

À l'heure où la guerre qui oppose les forces gouvernementales yéménites aux différents réseaux d'al-Qaïda dans le sud et l'est du pays concentre l'attention des médias arabes et internationaux, un autre conflit aux formes changeantes, aux acteurs multiples et aux enjeux peut-être plus structurels secoue la région des hauts-plateaux.

Le propos est ici de montrer comment, dans un contexte transitionnel, un mouvement politico-religieux est passé d'une configuration dans laquelle il était plutôt opprimé à une configuration dans laquelle il est devenu plutôt oppresseur. La première configuration est celle d'une guerre intérieure qui a opposé ce mouvement à un pouvoir d'État. La seconde configuration est celle d'une série d'affrontements qui s'apparenteraient à une guerre civile entre ce même mouvement et non pas le pouvoir d'État cette fois-ci, mais d'autres mouvements politico-religieux.

Il s'agit en fait de voir comment ceux qui étaient plutôt les victimes des différentes offensives militaires du pouvoir yéménite dans la province septentrionale de Saada, entre 2004 et 2010, sont devenus les principaux responsables d'un cycle sans fin de combats violents à Saada en automne 2011, soit quelques mois après le soulèvement général, populaire et pacifique que le pays a connu¹. Ces affrontements qui durent jusqu'à présent ont entre-temps débordé de Saada pour toucher la majorité des provinces constituant les hauts plateaux yéménites.

* Historien et politologue, enseignant à l'Institut des langues et civilisations orientales (INALCO) et membre du Centre Français d'Archéologie et de Sciences Sociales de Sanaa (CEFAS), Yémen.

** Texte achevé en juin 2014.

¹ Voir sur ce point les deux ouvrages collectifs de référence: *Why Yemen Matters? A Society in Transition*, H. Lackner (dir.), Saqi Books, Londres 2014 (Soas Middle East Issues) et *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, L. Bonnefoy, F. Mermier, M. Poirier (dir.), CEFAS-Karthala, Sanaa-Paris 2012.

Nous allons donc nous focaliser ici sur l'action de ce groupe tout au long de ces dix dernières années. Mais tout d'abord, nous allons retracer rapidement son itinéraire.

1. Du revivalisme zaydite à la guerre de Saada

Fondé au début des années 1990 dans la province de Saada, ce groupe connu au départ sous le nom de la Jeunesse Croyante (al-Shabâb al-Mu'min) visait à revivifier le patrimoine culturel et religieux chiite zaydite² marginalisé depuis la révolution républicaine de septembre 1962 dans le nord du Yémen qui a renversé l'imamat zaydite millénaire, caractérisé par le primat politico-religieux des descendants du prophète Muhammad, les sayyids (ou les *sâda*). Lié à ses débuts au Hizb al-Haqq (Parti du Droit ou de la Vérité), fondé en 1990 dans le contexte pluraliste de l'unification entre le Yémen du Nord et le Yémen du Sud et qui a représenté une tentative de conciliation entre Zaydisme et République³, la Jeunesse Croyante s'en est séparé en 1997 puis a été secouée par différentes scissions dont la dernière eut lieu en 2002 et fut dirigée par l'ancien député du Hizb al-Haqq, Husayn al-Hûthi. Dans le contexte de l'après 11 septembre 2001, ce 'jeune' ouléma zaydite a tenté de réformer les méthodes d'enseignement de son école juridique de manière à ce qu'elles soient plus efficaces dans la lutte contre la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. Cette démarche a agacé nombre de vieux oulémas zaydites, mais elle a surtout dérangé les autorités yéménites, partenaires des États-Unis dans la 'guerre mondiale contre le terrorisme'. Le slogan scandé par les partisans d'al-Hûthi «Dieu est grand, mort à l'Amérique, mort à Israël, malédiction aux juifs, gloire à l'islam» a été un des principaux facteurs

² Le zaydisme est une école du chiisme qui tire son nom de l'imam Zayd b. 'Alî Zayn al-'Âbidîn (tué en 740), descendant de 'Alî b. Abî Tâlib, cousin, gendre puis calife du prophète Muhammad. Au Yémen, l'imamat zaydite a été fondé à Saada par al-Hâdi Yahya b. Husayn et a duré de 897 à 1962. Pour une définition détaillée du zaydisme et pour un aperçu de ses différences théologiques et jurisprudentielles avec le chiisme duodécimain, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à notre ouvrage intitulé *La mouvance zaydite dans le Yémen contemporain. Une modernisation avortée*, L'Harmattan, Paris 2013 (Comprendre le Moyen-Orient). Signalons par ailleurs que certains passages de ce chapitre sont extraits de ce livre.

³ Voir B. HAYKEL, *Rebellion, Migration or Consultative Democracy? The Zaydis and their detractors in Yemen*, in *Le Yémen contemporain*, F. Mermier, R. Leveau, U. Steinbach (dir.), Karthala, Paris 1999, pp. 193-201.

des nombreux accrochages qui ont débouché en juin 2004 sur ce qui est devenu la guerre de Saada⁴.

En presque six années, cette guerre n'a pas seulement fait une dizaine de milliers de morts et près de 200.000 déplacés, mais elle a également eu un coût politique, social et symbolique manifeste.

Composée de plusieurs 'rounds' entrecoupés de diverses médiations fragiles et déclenchés par des facteurs à chaque fois différents, cette guerre avait à ses débuts une dimension anti-impérialiste, et donc clairement politique. Or, dans la mesure où cette revendication ne détonne nullement dans le paysage politique yéménite, le pouvoir a choisi de délégitimer ses adversaires en 'confessionnalisant' leurs demandes politiques. Ainsi, le régime de l'ex-président 'Ali 'Abd Allah Sâlih (d'origine zaydite, mais ne se déterminant pas idéologiquement comme tel) a prétendu que derrière l'anti-impérialisme affiché par les 'rebelles' de Saada, se cachait en vérité un projet de rétablissement de l'imamat zaydite. Cet argument étant appuyé par le fait que Husayn al-Hûthi est un *sayyid*, et que la province de Saada d'où il mène sa campagne n'est autre que le berceau du zaydisme et fut le butoir royaliste lors de la guerre de 1962-1970 entre les républicains soutenus par l'Égypte nassérienne d'une part, et les partisans du maintien de l'imamat (qui étaient connus également sous le nom de royalistes) soutenus par l'Arabie Saoudite, d'autre part. Se présentant comme l'ultime défenseur du système républicain, le gouvernement yéménite a ainsi souhaité légitimer ses violentes offensives dans la province de Saada contre les partisans de Husayn al-Hûthi (assassiné en septembre 2004), puis de son père (Badr al-Dîn, un ouléma renommé) et enfin de son jeune demi-frère 'Abd al-Malik.

Dans cette province septentrionale et frontalière de l'Arabie Saoudite qui a vu s'établir au début des années 1980, dans la localité de Dammâj, le principal centre sunnite salafiste⁵ du pays du nom de Dâr al-Hadîth, la

⁴ Voir, entre autres références sur cette guerre, B.A. SALMONI, B. LOIDOLT, M. WELLS, *Regime and Periphery in Northern Yemen. The Huthi Phenomenon*, Rand Corporation, Washington 2010.

⁵ Le salafisme tire son nom d'*al-salaf al-sâlih* (les anciens pieux), en référence aux compagnons du Prophète et aux deux générations de musulmans qui suivirent. La manière par laquelle ces derniers ont compris et appliqué l'islam dans la péninsule Arabique du VII^e siècle est tenue pour modèle par les salafistes. En appelant au retour aux sources fondamentales de l'islam, ces derniers privilégient la *sunna* comme 'clef de compréhension' du Coran, et rejettent l'exercice de la raison individuelle. Voir B. ROUGIER, *Introduction, in Qu'est-ce que le salafisme?*, B. Rougier (dir.), PUF, Paris 2008, p. 3. Sur le cas yéménite, voir L. BONNEFOY, *Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity*, Hurst-Columbia University Press, Londres-New York 2011 ainsi que F. BURGAT, M. SBITLI, *Les salafis au Yémen ou... la modernisation malgré tout*, in «Chroniques yéménites», n. 10, 2002, pp. 123-153.

guerre commencée en 2004 a rappelé et relativement ravivé les tensions entre les étudiants de ce centre et des activistes zaydites. Ces heurts parfois matériels, mais souvent intellectuels, constituaient déjà un terreau à la réouverture d'une déchirure héritée de la guerre de 1962-1970. Il s'agit de la stigmatisation religieuse et identitaire des zaydites en général, et de leur 'aristocratie' religieuse et politique en particulier, les *sâda*⁶.

Cette stigmatisation, qui s'est traduite par la fermeture de librairies, d'écoles, de mosquées, et de journaux liés à la mouvance zaydite, a connu son apogée avec la tentative de réécriture de l'histoire⁷ du zaydisme de manière essentialiste par des 'intellectuels organiques', vivement encouragée et financée par le pouvoir. Cette stigmatisation a par conséquent entraîné des reformulations identitaires chez de nombreux individus pour qui le zaydisme se limitait jusque-là à son aspect culturel.

2. D'une guerre intérieure à une guerre civile?

Le constat de la posture réactive identitaire a pu être relativisé pendant un certain temps par la forte implication des acteurs zaydites dans la mobilisation trans-idéologique, trans-confessionnelle, trans-sociale et trans-régionale amorcée fin janvier 2011 contre le régime de 'Ali 'Abd Allah Sâlih. En effet, à travers leur tente installée à Sâhat al-Taghyîr (place du Changement) à Sanaa, les Jeunes de la Résistance (Shabâb al-Sumûd) liés aux partisans d'al-Hûthi ont pu faire preuve d'une certaine capacité de transaction politique qui a fini par être appréciée par nombre d'observateurs qui ne partageaient pourtant ni leurs origines régionales et confessionnelles ni leurs référents intellectuels⁸. Toutefois, dépassé les premiers mois de ce soulèvement populaire général, la suite des événements a donné lieu à une réapparition des enjeux identitaires. Ainsi, des termes habituellement utilisés par des ressortissants d'une région yéménite donnée afin

⁶ Sur les *sâda* après la révolution de 1962, voir l'ouvrage de référence de G. VOM BRUCK, *Islam, Memory, and Morality in Yemen. Ruling Families in Transition*, Palgrave Macmillan, New York 2005.

⁷ Voir J. LAMBERT, *Les enjeux identitaires de l'écriture de l'Histoire dans le Yémen contemporain*, in «Transcontinentales», n. 6 (1^{er} semestre), 2008, pp. 57-71.

⁸ Voir, par exemple, M. AL-MADHHIJI, *An al-thawra wa al-hûthiyyîn... tabawwulât fi qalb jamâ'a dînîyya* [À propos de la révolution et des Houthistes... transformations au sein d'un groupe religieux], in «al-Nidâ'», 18 mai 2011.

de stigmatiser ceux d'une autre région, ont refait surface⁹. De surcroît, des débats houleux ont eu lieu entre acteurs qui, bien qu'ayant participé au changement de 2011, sont allés jusqu'à remettre en cause mutuellement leurs origines yéménites. Dans cette «guerre de lignages», pour reprendre l'expression de l'écrivain et journaliste Ali Sâlim, la famille du shaykh al-Ahmar, qui préside les Hâshid (pendant longtemps la plus forte confédération tribale du Yémen), a été par exemple renvoyée à des origines allogènes albanaises. Quant à Muhammad Bâsindwa, premier ministre du gouvernement d'entente nationale (le gouvernement de transition), il s'est vu attribuer une origine somalienne¹⁰.

Dès l'été 2011, les partisans d'al-Hûthi ont consolidé leur emprise militaire sur Saada puis sur les provinces avoisinantes, profitant de la quasi-absence des forces étatiques dans ces régions, suite à la scission dans l'armée yéménite survenue au printemps de la même année, en plein soulèvement populaire général. Exclus de l'accord de transition conclu entre le parti au pouvoir et l'opposition dans la capitale saoudienne en novembre 2011 sous les auspices du Conseil de coopération du Golfe¹¹, les partisans d'al-Hûthi ont voulu maintenir une certaine pression pour se faire entendre. Afin d'atteindre cet objectif politique tactique, ils ont toutefois pris le risque de s'engouffrer dans des combats à caractère sectaire.

Mis à part le blocus imposé de fin octobre 2011 à mi-janvier 2012 par les partisans d'al-Hûthi contre les salafistes du centre de Dammâj dans la province de Saada, sous prétexte que ces derniers étaient armés, des combats irréguliers ont opposé, pendant plusieurs mois en 2012 dans la province de Hajja, les partisans d'al-Hûthi à plusieurs chefs et hommes de

⁹ Voir par exemple 'Ali SÂLIM, 'Al-Dahâbisha' wa-'l-laghâligha' wa-'l-khabâbina' dalâlât 'ala al-nufûr bayna al-yamaniyyîn [Les 'Dahâbisha', les 'Laghâligha' et les 'Khabâbina', indices de la répugnance entre les Yéménites], in «al-Hayât», 8 juin 2012. *Dahâbisha* est un terme par lequel les habitants de l'ex-Yémen du Sud stigmatisent les ressortissants du Nord. *Laghâligha*, tout comme *Barâghila*, sont des termes par lesquels les habitants des hauts plateaux stigmatisent les ressortissants de la région de Ta'izz dans les relatives basses terres. Quant aux habitants de la région de Khubân, leur gentilé (*Khabâbina*) peut parfois être, en soi, perçu comme un stigmate. Pour plus d'explications à ce sujet, voir F. MERMIER, *Le mouvement sudiste*, in *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, L. Bonnefoy, F. Mermier, M. Poirier (dir.), cit, p. 50 et V. PLANEL, *Le réveil des piémonts: Taz et la révolution yéménite*, in *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, L. Bonnefoy, F. Mermier, M. Poirier (dir.), cit, pp. 128-130.

¹⁰ 'Ali SÂLIM, *Harb ansâb tasta' ir fi al-Yaman sharâratuha thawrat isqât al-nizâm!* [Une guerre de lignages enflamme le Yémen, allumée par le soulèvement pour la chute du régime!], in «al-Hayât», 27 août 2012.

¹¹ Voir M. POIRIER, *L'initiative du Golfe et le processus institutionnel de transition*, in *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, L. Bonnefoy, F. Mermier, M. Poirier (dir.), cit, pp. 167-172.

tribus soutenus par les Frères musulmans d'al-Islâh¹². Ces affrontements violents entre les deux partenaires des premiers mois du soulèvement de 2011 ont fini par se déployer en mars 2012 au cœur même de l'emblématique «place du Changement» à Sanaa. Et en automne 2013, de nouvelles violences opposant les partisans d'al-Hûthi (qui se nomment désormais Ansâr Allâh)¹³ aux salafistes ont repris et ont abouti en janvier 2014 à l'évacuation de ces derniers de Dammâj vers Sa'wân au nord de la capitale yéménite. Cette évacuation a été imposée à l'imam du Dâr al-Hadîth par le président de la République 'Abd Rabbu Mansûr Hâdi en raison de pressions américaines et saoudiennes. Il semblerait que les autorités saoudiennes auraient moins craint cette fois-ci¹⁴ la mainmise totale des Ansâr Allâh sur Saada que l'afflux massif potentiel, près de leur frontière, de jihadistes sunnites venus secourir leurs homologues de Dammâj. Quant aux États-Unis, ils auraient envisagé de bombarder ces derniers à l'aide de drones.

Au-delà de ces affrontements armés à caractère sectaire, un événement d'ordre doctrinal mérite d'être signalé. En février 2012, un document rédigé par 'Abd al-Malik al-Hûthi et des oulémas zaydites jadis farouchement opposés au contenu des conférences de son demi-frère aîné (Husayn) a été publié. Visant à mettre fin aux différends doctrinaux internes à la mouvance zaydite, ce document tente de définir une certaine 'orthodoxie' zaydite¹⁵. Le passage bref mais significatif consacré à la notion de *l'istifâ'* («élection divine», notamment celle des descendants du prophète Muhammad) semble rendre indirectement caduc le très important manifeste réformiste de novembre 1990 dans lequel d'éminents oulémas zaydites déclarent l'abandon de l'imamat¹⁶. Et ce d'autant plus que ce

¹² En 1990, les Frères musulmans yéménites ont conclu une alliance avec 'Abd Allâh al-Ahmar, grand cheikh de la confédération tribale des Hâshid. De cette alliance est né le Rassemblement Yéménite pour la Réforme (al-Tajammu' al-Yamani li-l-Islâh ou al-Islâh) dirigé par al-Ahmar (mort en décembre 2007) qui était d'origine zaydite mais ne se déterminait pas politiquement comme tel.

¹³ C'est le dernier d'une longue série de noms que les partisans d'al-Hûthi se sont donnés: ils étaient d'abord al-Shabâb al-Mu'min (Jeunesse Croyante), ils sont devenus ensuite Ashâb al-Shi'âr (Adeptes du Slogan), puis Ansâr al-Haqq (Partisans de la Vérité) et maintenant Ansâr Allâh (Partisans de Dieu). Notons enfin qu'ils se sont très rarement nommés «huthistes», terme qui leur a longtemps été attribué par la presse yéménite et arabe notamment.

¹⁴ Lors du dernier 'round' de la guerre de Saada, l'Arabie Saoudite est intervenue militairement entre novembre 2009 et février 2010 aux côtés de l'armée yéménite et contre les partisans d'al-Hûthi.

¹⁵ *al-Wathîqa al-fikriyya wa-l-thaqâfiyya* [Document doctrinal et culturel], 13 février 2012, disponible sur le site *al-majlis al-yamani*, <<http://www.ye1.org/vb/showthread.php?t=663217>> (dernier accès le 12.11.2014).

¹⁶ *Bayân shar'i li 'ulamâ' al-Yaman* [Manifeste religieux des oulémas du Yémen], in «al-Wihda»,

nouveau document contient la signature (en guise de caution) de deux oulémas eux-mêmes signataires du manifeste de novembre 1990.

Nous devons mentionner que, même du temps où les partisans d'al-Hûthi subissaient la répression, la discrimination et la stigmatisation dans le contexte de la guerre de Saada, ils avaient parfois entrepris des actions que l'on peut qualifier de sectaires. C'est le cas par exemple de l'expulsion de sept familles juives yéménites de la province de Saada en 2007. Et même avant cette guerre, Husayn al-Hûthi avait, dans ses conférences, pris parfois des positions hostiles non seulement envers les juifs yéménites mais également envers les sunnites¹⁷.

Il n'en reste pas moins que la guerre de Saada fut plus une guerre intérieure qu'une guerre civile. En effet, mis à part la tentative de médiation pacifique qatarienne et le bref épisode de l'intervention militaire saoudienne, il s'agissait essentiellement d'une confrontation entre l'armée yéménite et les partisans d'al-Hûthi, autrement dit entre un État et un groupe. Certes, le gouvernement yéménite a opté pour une stratégie de 'confessionnalisation' et de stigmatisation identitaire, mais les affrontements confessionnels directs entre salafistes et 'huthistes' ou entre Islâh et 'huthistes' étaient peu fréquents. Il ne s'agissait donc pas d'une confrontation sectaire entre deux ou plusieurs groupes, comme c'est le cas depuis l'automne 2011 et surtout depuis l'automne 2013. En fait, dans cette dernière configuration, l'État yéménite est globalement neutre. Il prend rarement position et agit le plus souvent comme médiateur¹⁸.

3. Les 'mille plateaux' des hauts plateaux ou l'imbrication du politique, du tribal et du confessionnel

Le confessionnalisme a toujours été présent dans la société yéménite contemporaine. Il a pris des formes et degrés variés mais n'était pas aussi saillant qu'aujourd'hui.

n. 26, 28 novembre 1990.

¹⁷ Voir S. DORLIAN, *The Sa'ada War in Yemen. Between Politics and Sectarianism*, in «The Muslim World», vol. 101, n. 2, 2011, pp. 193-198.

¹⁸ Notons que le bataillon de l'armée yéménite qui combat depuis le printemps 2014 les partisans d'al-Hûthi autour de la ville de 'Amrân (au nord de la province de Sanaa), ne bénéficie pas de l'appui du ministre de la Défense ni du chef du gouvernement ni même du président de la République 'Abd Rabbu Mansûr Hâdi, qui continue d'envoyer sur place des comités de médiation, considérant ainsi ce bataillon de l'armée comme une milice sectaire qui affronte une autre milice sectaire. Cette situation révèle le fait que les décisions présidentielles prises en 2012 et 2013 et visant à restructurer les appareils militaires et sécuritaires du régime de l'ex-président 'Ali 'Abd Allah Sâlih, peinent à se concrétiser.

Il est vrai que, lors de la Conférence de Dialogue national qui a réuni, de mars 2013 à janvier 2014, 565 représentants de la société civile, des partis et des forces politiques (dont les Ansâr Allâh!)¹⁹, l'on a constaté de sérieuses tentatives d'apporter des solutions à la question du confessionnalisme: par exemple, la proposition de criminaliser l'interdiction et même la stigmatisation des rituels religieux de l'Autre²⁰ ou la proposition de criminaliser l'insulte à l'encontre des autres religions monothéistes²¹. Cependant, ces tentatives conçues à l'hôtel Mövenpick, le siège de cette conférence censée aboutir à la rédaction d'une nouvelle constitution pour le nouveau Yémen fédéral²², semblaient déconnectées de la réalité guerrière à l'extérieur de l'hôtel.

Le dernier combat entre salafistes et Ansâr Allâh a commencé à Dammâj, puis s'est étendu à d'autres fronts dans et au-delà de la province de Saada, notamment à la province de 'Amrân et aux districts de Arhab et de Hamdân dans la province de Sanaa. Il convient toutefois de noter qu'à 'Amrân, le conflit qui a opposé pendant plusieurs mois les Ansâr Allâh à certaines tribus de la confédération des Hâshid n'était pas que sectaire et semblait à première vue être, avant tout, politique.

Pendant très longtemps, une formule s'imposait pour la description du paysage tribal des hauts plateaux yéménites: si Hâshid n'est pas la plus grande confédération tribale, elle est en revanche la plus puissante. Cette donne semble changer aujourd'hui et des fissures se révèlent au sein de cette confédération et affaiblissent par conséquent la position historique de la tribu ou du clan qui dirige les Hâshid, à savoir les al-Ahmar. Nous sommes bien loin du temps de la figure tutélaire du shaykh 'Abd Allah al-Ahmar, mort en 2007, et qui avait pu combiner en sa personne la formule islam-tribu-république en étant chef de l'Islah, des Hâshid et du parlement.

Dans les combats qui ont opposé les hommes de Husayn al-Ahmar (un des fils du shaykh 'Abd Allah) aux partisans d'al-Hûthi, bon nombre de tribus de Hâshid hostiles au leadership des al-Ahmar étaient soit neutres

¹⁹ Voir L. BONNEFOY, *Yémen, un dialogue modèle?*, in *Orient XXI*, septembre 2013, <<http://orientxxi.info/magazine/yemen-un-dialogue-modele,0354>> (dernier accès le 12.11.2014).

²⁰ Voir le rapport final du groupe de travail sur les droits et les libertés <<http://ndc.ye/ar-issue.aspx?show=9>> (dernier accès le 12.11.2014).

²¹ Voir le rapport final du groupe de travail sur la construction de l'État <<http://ndc.ye/ar-issue.aspx?show=5>> (dernier accès le 12.11.2014).

²² Pour avoir une idée sur la fédéralisation de l'État yéménite et sur les débats que ce processus suscite dans le champ politique, voir F. BURGAT, *Le Yémen en 2014: le fédéralisme... contre les motos et les drones?*, in «Les carnets de l'IREMAM», mars 2014, sur le site <<http://iremam.hypotheses.org/4619>> (dernier accès le 12.11.2014).

soit alliés aux Ansâr Allâh! Ce sont ces tribus et clans qui ont permis une expansion rapide des Ansâr Allah et ont pu pénétrer des territoires perçus comme le fief sacré des al-Ahmar comme al-Khamri et 'Usaymat. Par ailleurs, les partisans d'al-Hûthi, qui avaient déjà le soutien d'une frange importante de la confédération tribale des Bakîl, concurrente de celle des Hâshid, ont depuis le soulèvement de 2011 gagné le soutien de segments supplémentaires. Par exemple, certains shaykhs du district de Arhab qui, avant 2011, soutenaient le Congrès Populaire Général, le parti dirigé par l'ex-président 'Ali 'Abd Allah Sâlih, et qui dans les années 1970, étaient proches des socialistes et des nassériens, sont actuellement pour les Ansâr Allâh. Du temps de Sâlih, ces shaykhs de Bakîl, tout comme certains shaykhs de Hâshid, pouvaient s'appuyer sur lui afin d'établir une sorte d'équilibre avec le leadership des al-Ahmar, mais aujourd'hui, ils se basent sur les partisans d'al-Hûthi pour le même objectif. Non seulement cet objectif a été très largement atteint, mais les al-Ahmar ont même subi une cuisante et humiliante défaite début février 2014, quand les Ansâr Allâh ont fait exploser la maison du shaykh 'Abd Allah dans son fief d'al-Khamri. C'est ainsi que, deux jours après cette défaite pas seulement symbolique des al-Ahmar, un accord a pu être conclu entre les partisans d'al-Hûthi et des tribus de Hâshid sans tenir compte des al-Ahmar²³.

À première vue, l'alliance de ces tribus avec les Ansâr Allah ne s'explique donc pas par des motifs idéologiques, mais par des motifs banalement politiques en rapport avec la lutte pour le pouvoir et pour la domination de territoires, à la veille du processus de fédéralisation de l'État yéménite. Toutefois, si la dimension confessionnelle, au sens doctrinal du terme, ne caractérise pas cette alliance, la dimension confessionnelle au sens géographique et culturel entre en compte dans l'explication de cette même alliance. En effet, certains acteurs issus des relatives basses terres historiquement sunnites chaféites (au sud et à l'ouest de l'ex-Yémen du Nord) perçoivent cette alliance comme un potentiel énième maillon de la très longue chaîne d'hégémonie des hauts plateaux historiquement zaydites, et s'inquiètent de l'avancée fulgurante de cette alliance aux portes de la capitale²⁴. En fait, contrairement à une idée reçue, la révolution républicaine

²³ Depuis cette défaite, les al-Ahmar, sous la direction du shaykh Sâdiq, ont organisé des réunions tribales afin de ressouder la confédération des Hâshid autour de leur leadership, mais sans succès jusqu'à présent. D'ailleurs, dans les combats qui ont repris à 'Amrân près de deux mois plus tard, les al-Ahmar ne se sont pas impliqués. Voir *supra* note 18.

²⁴ Voir par exemple M. RĀJĪH, *al-Mawqif al-ghâmid li-ru'ât al-mubâdara min al-tawassu' al-Hûthi...!!* [La position ambiguë des parrains de l'initiative [du Golfe] envers l'expansion huthiste...!!], in «al-Jumhûriyya», 6 février 2014 et M. RĀJĪH *Lughz al-Hûthi* [L'énigme

de 1962 n'a pas vraiment abouti à une revanche de ressortissants des relatives basses terres contre ceux des hauts plateaux, mais cette révolution s'est plutôt avérée, en partie, une affaire interne aux hauts plateaux avec un projet d'émancipation des tribus et d'autres catégories sociales, vis-à-vis des *sâda* (de ceux qui se déterminent comme tels). Quelques années seulement après cette révolution, des acteurs d'origine chaféite ont en effet été écartés de manière significative et parfois violente des postes clés de l'armée, de l'administration et du gouvernement de l'ex-Yémen du Nord. D'ailleurs, si l'on excepte 'Abd Rabbu Mansûr Hâdi (président de la République yéménite depuis l'élection plébiscitaire de février 2012), qui est certes d'origine chaféite, mais ressortissant de l'ex-Yémen du Sud et non des relatives basses terres de l'ex-Yémen du Nord, l'on peut constater que parmi les cinq autres présidents qui se sont succédé après la révolution de 1962, seul 'Abd al-Rahmân al-Iryâni était chaféite. Il a cependant été formé dans la très zaydite Madrasa 'Ilmiyya de Sanaa.

Lors de la guerre de Saada qui a opposé les partisans d'al-Hûthi au gouvernement yéménite, dont les grandes figures sont d'origine zaydite mais ne se revendiquent pas idéologiquement de cette appartenance, c'est le clivage historique interne aux hauts plateaux entre tribus et *sâda* qui fut réactivé, dans la mesure où l'ex-président Sâlih est d'origine tribale, alors que Hûthi est un *sayyid*. Ce n'est plus le cas dans la configuration actuelle où c'est plutôt le clivage tout autant historique entre hauts plateaux et relatives basses terres qui contribue partiellement à comprendre le ralliement d'un nombre de plus en plus grands de tribus aux Ansâr Allâh. En effet, cette alliance, soutenue implicitement par l'ex-président Sâlih (pourtant l'ennemi d'hier), dévalorise et combat les autres tribus des hauts plateaux qui, selon cette alliance, acceptent d'être indignement liées aux Frères musulmans d'al-Islâh, acteurs principaux du gouvernement de transition et qui, dans ce contexte précis, sont perçus par cette alliance comme l'expression politique des ressortissants des relatives basses terres qui usurperaient le pouvoir à Sanaa située dans les hauts plateaux.

En nous inspirant des précieux travaux de Michel Seurat (grand lecteur de Gilles Deleuze et Félix Guattari) sur la Syrie des années 1970 et 1980, nous pouvons dire que l'épisode des combats de 'Amrân illustrent bien comment la réalité sociale yéménite est «trop foisonnante pour être lue» sur un seul «plateau d'analyse», qu'il soit confessionnel, tribal ou politique²⁵.

al-Hûthi], <www.newsyemen.net>, 13 mars 2014, ainsi que NÂ'IF HASSÂN, *Makhâtir ihyâ' al-Hûthi li mabda' al-khurûj* [Les dangers de la revivification du principe de révolte par al-Hûthi], in «al-Shâri'», 16 mars 2014.

²⁵ Voir M. SEURAT, *Syrie. L'État de barbarie*, PUF, Paris 2012, p. 21 et p. 31. Il s'agit d'un recueil d'articles déjà publiés par ce chercheur lors de la première moitié des années 1980.

4. *Ansâr Allâh: l'étoile du 'croissant chiite'*²⁶?

Les Ansâr Allâh mettent en relief la dimension sociale et politique de ce qu'ils estiment être un combat d'autodéfense contre les tribus liées à l'Islâh ou aux salafistes et ont tendance à nier la dimension confessionnelle. Pour les Ansâr Allâh, il s'agit essentiellement d'une lutte de citoyens voulant exercer leurs droits et devoirs contre ce qu'ils considèrent être le despotisme des fils du shaykh al-Ahmar. C'est aussi, toujours selon les Ansâr Allâh, une lutte entre patriotes et combattants étrangers. En fait, parce qu'ils sont actuellement dominants, les partisans d'al-Hûthi n'ont pas vraiment besoin de mettre en relief la dimension confessionnelle de leurs combats, suivant en cela l'exemple du Hezbollah libanais qui lui aussi nie la dimension confessionnelle de ses opérations en Syrie. Cependant et en même temps, les partisans d'al-Hûthi accusent l'Islâh et les salafistes de confessionnalisme, comme si le confessionnalisme n'était pas une question structurelle qui implique tous les acteurs, mais juste une caractéristique propre à l'ennemi.

Du temps de la guerre de Saada, le paysage politique zaydite restait plus ou moins pluraliste, contrairement à la configuration actuelle caractérisée par une forte polarisation, de sorte que la quasi-totalité des acteurs zaydites soutiennent fortement les Ansâr Allah dans leur combat contre les salafistes et contre l'Islâh. Et ceux, parmi les acteurs zaydites qui osent critiquer, fût ce très légèrement, le comportement des Ansâr Allah, tout en étant hostiles aux islamistes sunnites, deviennent plus ou moins suspects aux yeux des partisans d'al-Hûthi. Cette attitude est quelque peu similaire à celle du Hezbollah par rapport à d'autres acteurs chiites libanais.

Alors que du temps de la guerre de Saada, les partisans d'al-Hûthi rejetaient l'accusation d'un soutien financier ou militaire iranien que les autorités yéménites avaient d'ailleurs du mal à prouver, ils ne cachent pas

²⁶ Les expressions 'croissant chiite' ou 'arc chiite' ont été utilisées dans la deuxième moitié de la décennie précédente afin de décrire l'alliance entre l'Iran, le régime irakien post-Saddam Hussein, le pouvoir syrien et le Hezbollah libanais. Dans la mesure où ce sont surtout des journalistes et des politiques (notamment le roi Abdallah II de Jordanie) qui ont mobilisé ces expressions, un certain nombre de chercheurs ont automatiquement rejeté leur pertinence. Pourtant, c'est bien le sociologue Michel Seurat qui fut l'un des premiers à mentionner, dès 1984, l'existence d'un «axe stratégique chiite qui coupe le Moyen Orient d'ouest en est», et ce malgré la diversité organisationnelle (États en Syrie et en Iran; mouvements au Liban et en Irak) et confessionnelle (alaouites en Syrie, duodécimains au Liban, en Irak et en Iran) de ses composantes. Voir SEURAT, *Syrie. L'État de barbarie*, cit, pp. 44-45.

aujourd'hui leur soutien total à la politique du Hezbollah à l'échelle régionale. Notons d'ailleurs qu'en plus de leur slogan qui déjà en 2002 reprenait en partie le fameux slogan du Hezbollah (mort à l'Amérique, mort à Israël), le dernier nom que les partisans d'al-Hûthi se sont attribués, Ansâr Allâh, confirme cette volonté de mimétisme du moins terminologique et formel à l'égard du parti chiite libanais.

Alors que, du temps de la guerre de Saada, ils mettaient en relief les spécificités théologiques et juridiques du zaydisme par rapport au chiisme duodécimain, aujourd'hui, tout en réaffirmant l'autonomie doctrinale du zaydisme, ils ont tout de même tendance à observer certaines commémorations d'une manière de moins en moins spécifique par rapport aux différentes façons propres aux chiites duodécimains: c'est notamment le cas de 'Ashûra.

Durant la phase pacifiste du soulèvement syrien, les partisans d'al-Hûthi ont apporté un vague soutien verbal aux insurgés dans le cadre de leur soutien global aux autres soulèvements arabes. Quand la révolte syrienne pacifiste a basculé dans la lutte armée, les Ansâr Allâh ont observé un long silence, parfois entrecoupé de condamnations des raids israéliens sur la Syrie. Finalement, avec l'émergence des islamistes sunnites radicaux (Jabhat al-Nusra en 2012 mais surtout Dâ'ish en 2013) et avec l'intervention revendiquée du Hezbollah en Syrie l'année dernière, les partisans d'al-Hûthi ont revendiqué haut et fort leur soutien au régime de Bachar al-Assad. Actuellement, ils brandissent les portraits du président syrien et emploient abondamment le lexique de son régime, notamment le terme *takfîri* (excommunicateur) afin de délégitimer leurs ennemis. Toutefois, ils nient participer à la guerre en Syrie, prétextant qu'ils sont déjà occupés par le front yéménite et que, de ce fait, ils ont besoin de tous leurs combattants.

La façon dont les Ansâr Allâh ont célébré leurs victoires militaires successives a entraîné d'autres Yéménites (pas forcément leurs détracteurs) à les percevoir comme «fiers, supérieurs, puissants et arrogants»: par une ironie de l'histoire, ce sont eux qui semblent être maintenant les *mustakbirîn*²⁷! D'ailleurs, en juin 2013 à Saada, était particulièrement éloquent le style militaire des funérailles gigantesques de Husayn al-Hûthi²⁸, dont la dépouille a été rendue à sa famille par les autorités yéménites près de neuf ans après son assassinat.

²⁷ Le terme *mustakbirîn* (puissants arrogants) fait partie du lexique de la révolution iranienne et figure dans le titre de la conférence où Husayn al-Hûthi a lancé le fameux slogan anti-impérialiste et anti-juif. Voir H. AL-HÛTHI, *al-Sarkha fi wajh al-mustakbirîn* [Le cri face aux 'puissants arrogants'], 17 janvier 2002, <http://ansarhag.blogspot.fr/2008/05/blog-post_9162.html> (dernier accès le 12.11.2104).

²⁸ Voir <<http://www.youtube.com/watch?v=FA1QkWK2Tlk>> (dernier accès le 12.11.2104).

Les Ansâr Allâh ont subi, dans le cadre global de leur politique offensive, des pertes qualitatives importantes, entre autres les assassinats du célèbre ouléma ‘Abd al-Karîm Jadbân²⁹ en novembre 2013 et de l’universitaire reconnu Ahmad Sharaf al-Dîn en janvier 2014, qui était un de leur délégué à la conférence de dialogue national³⁰. Il convient de noter que les partisans d’al-Hûthi profitent d’un ressentiment général envers le nouveau régime transitionnel. En effet, ce dernier n’arrive pas à juguler l’insécurité croissante dans le pays et qui est aussi bien liée aux tensions entre le Qatar et l’Arabie Saoudite, les deux principaux parrains régionaux du processus de transition³¹, qu’aux très fréquents règlements de compte entre les anciens appareils de sûreté du régime de ‘Ali ‘Abd Allah Sâlih³². Dans cette guerre de services, des jihadistes sunnites sont souvent instrumentalisés, et cela quand ils ne sont pas abattus par des drones américains. Les Ansâr Allâh profitent également de l’attitude des salafistes de Dammâj qui se sont défendus de manière très sectaire et ont parfois refusé la solidarité de ceux qui ne pensent et ne se comportent pas tout à fait exactement comme eux. En janvier 2014, ils ont même refusé pour des motifs probablement doctrinaux d’être photographiés par un journaliste yéménite qui a pourtant voulu documenter leur détresse quand ils sont arrivés à Sa’wân suite à leur expulsion de Dammâj.

²⁹ Notons toutefois que Jadbân, par ailleurs député du CPG depuis 2003, n’a pas de tout temps été sur la même longueur d’onde que les Ansâr Allâh. En effet, lors de la deuxième moitié de la guerre de Saada, il a offert une sorte de caution religieuse zaydite aux offensives du pouvoir yéménite contre les partisans d’al-Hûthi.

³⁰ En avril 2014, la tentative d’assassinat qui a visé Ismâ’îl b. Ibrâhîm al-Wazîr, président du conseil consultatif du Hizb al-Haqq, mais aussi (et peut être surtout) professeur de droit islamique comparé à l’université de Sanaa, a poussé nombre d’acteurs politique zaydites à estimer que ce sont les élites zaydites qui sont désormais particulièrement visées. Voir les propos de Hasan Zayd, dirigeant du Hizb al-Haqq, rapportés par le site *www.newsyemen.net*: *Hasan Zayd: al-‘amaliyya tastahdifu al’uqûl al-zaydiyya* [L’opération vise les cerveaux zaydites], 8 avril 2014.

³¹ Voir K. FATTAH, *The Repercussions of the GCC Tension in Yemen*, in «Sada», Carnegie Endowment for International Peace, 8 avril 2014, <<http://carnegieendowment.org/sada/2014/04/08/repercussions-of-gcc-tension-in-yemen/h7fp>> (dernier accès le 12.11.2104).

³² Voir à ce sujet le très instructif article de S. GHÂLIB, *Min al-harb ‘ala al-shuyû‘iyya ila al-harb ‘ala al-irhâb ila al-harb ‘ala al-amm al-siyâsi! Yaman bilâ Qamash* [De la guerre contre le communisme à la guerre contre le terrorisme, puis à la guerre contre la sécurité politique! un Yémen sans Qamash (du nom de l’ex chef de la sûreté politique)], 8 mars 2014, <www.newsyemen.net> (dernier accès le 12.11.2104).

Conclusion

Le changement de posture de plutôt opprimé à plutôt oppresseur que nous avons essayé de décrire ici n'est pas du tout spécifique aux partisans d'al-Hûthi, pas plus qu'il ne l'est aux autres chiïtes ou à leurs apparentés, en dépit de la conjoncture actuelle dans le Machrek arabe. Il ne s'agit pas non plus d'un phénomène spécifique aux groupes confessionnels, car il peut atteindre des groupes sociaux, politiques ou idéologiques, comme c'est le cas par exemple dans certains pays arabes plutôt mono-confessionnels.

Il n'en reste pas moins que, dans la majorité de ces cas, et à la différence de la majorité des transitions sud-européennes des années 1970, latino-américaines des années 1980 et est-européennes des années 1990, la logique de la vengeance semble être plus forte que celle de la justice. Ce problème devrait être traité par une approche qui tente d'éviter aussi bien l'essentialisme culturaliste et singularisant que le relativisme abusivement banalisateur.

BIBLIOGRAPHIE

L. BONNEFOY, *Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity*, Hurst-Columbia University Press, Londres-New York 2011.

L. BONNEFOY, *Yémen, un dialogue modèle?*, in *Orient XXI*, septembre 2013, <<http://orientxxi.info/magazine/yemen-un-dialogue-modele,0354>> (dernier accès le 12.11.2014).

G. VOM BRUCK, *Islam, Memory, and Morality in Yemen. Ruling Families in Transition*, Palgrave Macmillan, New York 2005.

F. BURGAT, M. SBITLI, *Les salafis au Yémen ou... la modernisation malgré tout*, in «Chroniques yéménites», n. 10, 2002, pp. 123-153.

F. BURGAT, *Le Yémen en 2014: le fédéralisme... contre les motos et les drones?*, in «Les carnets de l'IREMAM», mars 2014, <<http://iremam.hypotheses.org/4619>> (dernier accès le 12.11.2014).

S. DORLIAN, *The Sa'da War in Yemen. Between Politics and Sectarianism*, in «The Muslim World», vol. 101, n. 2, 2011, pp. 193-198.

S. DORLIAN, *La mouvance zaydite dans le Yémen contemporain. Une modernisation avortée*, L'Harmattan, Paris 2013 (Comprendre le Moyen-Orient).

K. FATTAH, *The Repercussions of the GCC Tension in Yemen*, in «Sada», Carnegie Endowment for International Peace, 8 avril 2014, <<http://carnegieendowment.org/sada/2014/04/08/repercussions-of-gcc-tension-in-yemen/h7fp>> (dernier accès le 12.11.2014).

S. GHĀLIB, *Min al-harb 'ala al-shuyû'iyya ila al-harb 'ala al-irhâb ila al-harb 'ala al-amn al-siyâsi! Yaman bilâ Qamash* [De la guerre contre le communisme à la guerre contre le terrorisme, puis à la guerre contre la sécurité politique! un Yémen sans Qamash], 8 mars 2014, <www.newsyemen.net> (dernier accès le 12.11.2104).

N. HASSAN, *Makhâtir ibyâ al-Hûthi li mabda al-khurûj* [Les dangers de la revivification du principe de révolte par al-Hûthi], in «al-Shâri'», 16 mars 2014.

B. HAYKEL, *Rebellion, Migration or Consultative Democracy? The Zaydis and their detractors in Yemen*, in *Le Yemen contemporain*, F. Mermier, R. Leveau, U. Steinbach (dir.), Karthala, Paris 1999, pp. 193-201.

H. AL-HÛTHI, *al-Sarkha fi wajh al-mustakbirîn* [Le cri face aux 'puissants arrogants'], 17 janvier 2002, <http://ansarhag.blogspot.fr/2008/05/blog-post_9162.html> (dernier accès le 12.11.2104).

J. LAMBERT, *Les enjeux identitaires de l'écriture de l'Histoire dans le Yémen contemporain*, in «Transcontinentales», n. 6 (1^{er} semestre), 2008, pp. 57-71.

M. AL-MADHHIJI, *'An al-thawra wa al-hûthiyyîn... tabawwulât fi qalb jamâ'a dîniyya* [À propos de la révolution et des Huthistes... transformations au sein d'un groupe religieux], in «al-Nidâ'», 18 mai 2011.

F. MERMIER, *Le mouvement sudiste*, in *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, L. Bonnefoy, F. Mermier, M. Poirier (dir.), CEFAS-Karthala, Sanaa-Paris 2012.

V. PLANEL, *Le réveil des piémonts: Taez et la révolution yéménite*, in *Le Yemen contemporain*, F. Mermier, R. Leveau, U. Steinbach (dir.), Karthala, Paris 1999, pp. 128-130.

M. POIRIER, *L'initiative du Golfe et le processus institutionnel de transition*, in *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, L. Bonnefoy, F. Mermier, M. Poirier (dir.), CEFAS-Karthala, Sanaa-Paris 2012, pp. 167-172.

M. RĀJIH, *al-Mawqif al-ghâmid li-ru'ât al-mubâdara min al-tawassu' al-Hûthi...!!* [La position ambiguë des parrains de l'initiative [du Golfe] envers l'expansion huthiste...!!], in «al-Jumhûriyya», 6 février 2014.

M. RĀJIH *Lughz al-Hûthi* [L'énigme al-Hûthi], <www.newsyemen.net>, 13 mars 2014.

Qu'est-ce que le salafisme?, B. Rougier (dir.), PUF, Paris 2008.

'A. SĀLIM, *'Al-Dahâbisha' wa-'l-laghâligha' wa-'l-khabâbina' dalâlât 'ala al-nufûr bayna al-yamaniyyîn* [Les 'Dahâbisha', les 'Laghâligha' et les 'Khabâbina', indices de la répugnance entre les Yéménites], in «al-Hayât», 8 juin 2012.

'A. SĀLIM, *Harb ansâb tasta' ir fi al-Yaman sharâratuha thawrat isqât al-nizâm!* [Une guerre de lignages enflamme le Yémen, allumée par le soulèvement pour la chute du régime!], in «al-Hayât», 27 août 2012.

B.A. SALMONI, B. LOIDOLT, M. WELLS, *Regime and Periphery in Northern*

- Yemen. The Huthi Phenomenon*, Rand Corporation, Washington 2010.
- M. SEURAT, *Syrie. L'État de barbarie*, PUF, Paris 2012.
- Why Yemen Matters? A Society in Transition*, H. Lackner (dir.), Saqi Books, Londres 2014 (Soas Middle East Issues).
- Yémen. Le tournant révolutionnaire*, L. Bonnefoy, F. Mermier, M. Poirier (dir.), CEFAS-Karthala, Sanaa-Paris 2012.
- Le Yémen contemporain*, F. Mermier, R. Leveau, U. Steinbach (dir.), Karthala, Paris 1999.